

suffrage étant universel, son exercice ne constitue pas un privilège. On en est arrivé à le considérer un peu comme une marchandise ayant une valeur élevée aux yeux des aspirants au pouvoir et aux fonctions publiques.

La corruption s'y étale sans honte ; les fonds électoraux se chiffrent par sommes fabuleuses. Chaque favori du pouvoir est tenu de consacrer au maintien du parti, une portion de ses appointements. Sans cela, pas de charges, pas de salaires ; le chemin des emplois est fermé.

Quelques journaux flétrissent bien de temps en temps cette odieuse exaction, cet impôt illégitime prélevé dans un but avoué de corruption publique, mais l'écho de leurs réclamations se perd vite et reste sans effet.

Malgré la fréquence des élections, malgré le renouvellement constant pour ainsi dire des législateurs, il arrive souvent que le sentiment public n'est pas en accord avec la majorité du congrès, ou avec la majorité des législatures d'États. Assez récemment, une loi concernant " les hâvres, les ponts et les rivières " adoptée par le congrès, soulevait un cri presque unanime de réprobation. Le président mit son veto ; il reçut les félicitations de la presse. On crut que le bill ne se relèverait pas de ce coup. Mais il s'est trouvé—chose peu ordinaire—une majorité des deux tiers dans les deux chambres du congrès pour annuler le veto présidentiel.

Ce fut l'acte le plus important du dernier congrès, qui ne mérite pas une place marquante dans les annales parlementaire de la république américaine.

Les statistiques de nos voisins démontrent une diminution de l'émigration des canadiens aux États-Unis. Les nôtres constatent que plusieurs familles d'origine française sont revenues vivre sur le sol natal. Depuis l'établissement de nos manufactures, le mouvement de repatriement a pris de l'importance et il s'accroît sans le secours des gouvernements. La Providence dont les vues sont toujours mystérieuses, dirige un bon nombre de nos anciens compatriotes vers les fertiles régions de la vallée du lac St-Jean et du nord de l'Ottawa.

* * *

Les États-Unis paraissent résignés à voir se creuser à Panama un canal interocéanique. Après avoir invoqué maintes raisons d'État, réveillé la doctrine Munroe et repoussé la prétendue intervention européenne, les Yankees se sont apaisés ; on dit même que leurs capitaux contribueront pour une part raisonnable au triomphe de l'entreprise de M. de Lesseps.